

La Liberté, 14 décembre 2019

Une économie au service de l'homme

Face à une «vampirisation» de l'économie par la finance, Jean-Marie Brandt lance un cri d'alarme
ANNE-SYLVIE SPRENGER, PROTESTINFO

Publication » Chômage de longue durée, ubérisation, baisse du pouvoir d'achat, ghettoïsation des exclus sociaux... Pour Jean-Marie Brandt, docteur en sciences économiques et théologie, il devient urgent de remettre de la dignité humaine au cœur de nos sociétés libérales. A travers l'essai *C'est l'emploi qu'on assassine*¹, auquel ont participé ses confrères Daniel Canova et Jean-Philippe Chenaux, cet ancien président des catholiques vaudois lance un véritable cri d'alerte face à la dérive de notre système économique. Pour ce spécialiste, les Eglises ont un rôle à jouer pour obtenir une économie «au service de l'homme». Rencontre.

Dans votre ouvrage, vous dénoncez un déni d'information. Y aurait-il une volonté de taire la gravité de la situation?

Pour nous, ce déni d'information est clairement structurel. Premièrement, il provient du fait que dans le système actuel, le politique a une échéance à deux ans. Deux ans après son élection, le politique pense déjà à sa future élection. Or tout ce qui est structurel dans l'économie, comme le chômage, suit des cycles de quatre à six ans. Ce décalage est donc structurel. Deuxièmement, comme on est tous un peu largués face à cette situation, on parle de «chômage structurel», de «chômage d'équilibre», comme si on avait une définition scientifique du chômage. Or on n'en a pas. Le chômage de masse et de longue durée — en particulier des jeunes et des seniors —, est tout simplement un constat d'échec de notre monde libéral.

Est-ce à dire que le libéralisme serait un modèle dépassé?

Le libéralisme qui met en valeur la personne humaine dans sa dignité et son rapport au travail, il faut le conserver. Ce qui est dépassé, c'est le néolibéralisme, ou postlibéralisme, soit un libéralisme à tous crins. Cette forme de libéralisme radicalisé, qui n'est plus contrôlé par l'Etat. Or quand l'économie est pilotée par la finance, comme c'est le cas aujourd'hui, on n'est plus dans la même dimension socio-économique.

Vous écrivez que «l'économie est vampirisée par la finance». Qu'entendez-vous par là?

Normalement la finance, soit les banques et autres organismes qui injectent de la liquidité, est au service du moteur économique. Ils sont là pour huiler le moteur. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se passe. La finance internationale, notamment celle des GAFAs (géants du web, ndlr) qui sont aujourd'hui, avec les banques d'affaires, les principaux financiers du monde, utilisent l'économie pour se faire valoir, dans la mesure où ils ont besoin d'un vecteur concret pour se répandre dans le monde.

Votre livre résulte d'un travail entrepris sous l'impulsion de l'évêque du diocèse, Mgr Charles Morerod, qui a lancé en 2014 la plateforme Dignité et Développement...

Notre évêque Charles Morerod a eu l'intuition de nous faire découvrir quelle était la pertinence de la doctrine sociale de l'Eglise dans la situation actuelle. La crise des gilets jaunes est le reflet sur les ronds-points d'un malaise social évident – et pas seulement en France. Et face à tout cela, nous nous

sommes aperçus que la doctrine sociale de l'Église est un excellent instrument pour analyser la situation et tâcher de mettre en place des remèdes.

En quoi la doctrine sociale de l'Église est un outil pour vous?

Parce que c'est un enseignement qui repose sur une très longue expérience de la pastorale, qui n'a aucune prétention idéologique, mais qui apporte de l'éthique dans le monde socio-économique et en particulier dans l'économie. C'est un instrument qui peut être utilisé quelle que soit notre confession, que l'on soit croyant ou pas. Le but est de cadrer les valeurs et les principes qui sont les références de notre société. Cette doctrine est un enseignement, un instrument idéal pour dresser un bilan de situation et pour nous rassembler tous dans une prise de conscience, de confiance, de reconstruction. Ce n'est pas en niant la réalité que nous sortirons de la crise qui s'étend aujourd'hui bien au-delà de la fracture socio-économique. Or, dans le système actuel, tout est fait pour rester dans ce déni.

L'Église catholique est-elle aussi dans ce déni?

Disons que ce déni d'information imprègne l'ensemble de notre cadre sociétal. L'Église ne semble pas y échapper. Nonobstant le travail de terrain de nos pastorales du travail, des laïques notamment, qui est extraordinaire, on n'observe pas de prise de position des Églises sur la réalité de la fracture sociétale. Une prise de position qui se référerait à la doctrine sociale de l'Église, disons: la doctrine sociale des Églises. C'est le sens de notre ouvrage.

Concrètement, quelle marge de manœuvre a l'Église?

Une marge de manœuvre éthique et spirituelle. Il y va de sa responsabilité sociopolitique comme de sa survie. Il n'y a pour nous aucune raison de penser que l'Église n'a pas le devoir et le moyen de proclamer bien haut sa vision de la situation à travers le filtre des valeurs et principes de la doctrine sociale de l'Église.

Vous en appelez donc à une prise de parole?

Une prise de parole politique, absolument – et de manière œcuménique. Il n'y a aucune raison que l'on considère qu'il y a une séparation entre l'Église et l'État qui ferait que l'Église n'a pas le droit d'offrir sa parole lorsque la relation entre travail et dignité humaine est remise en cause par le chômage de masse et le chômage de longue durée.

1 Jean-Marie Brandt, *C'est l'emploi qu'on assassine – Contre une finance-casino, pour une économie au service de l'homme*, Ed. Saint-Augustin, 2019.